MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE STOCKHOLM

N° 36 – 19 septembre 2022

Pays nordiques

La croissance économique de la zone nordique proche de celle de la zone Euro. Selon le Nordic Outlook de la banque SEB, la croissance consolidée du PIB des pays nordiques atteindra 2,5% en 2022 et 0,5% en 2023, ce qui serait alors en ligne avec la croissance de la zone Euro (2,7% en 2022 et 0,3% en 2023).

La justice américaine approuve le financement de 700 M$ (689 M€) de SAS, selon une annonce de la compagnie aérienne scandinave en date du 9 septembre. Un contrat de financement par débiteur en possession a été conclu le 14 août dernier entre SAS et le fonds d'investissement américain Apollo Global Management. Il s'inscrit dans le cadre de la procédure engagée début juillet par la compagnie aérienne au titre du Chapitre 11 du Code des faillites des Etats-Unis, et devrait permettre à l'entreprise d'accélérer la mise en œuvre de son plan de restructuration « SAS FORWARD » (objectif de réduction des coûts annuels de 750 M€) présenté en février.

Renforcement de la coopération nordique-baltique sur l'énergie. Lors de leur rencontre à Stockholm le 6 septembre dernier, les ministres de l'énergie norvégien et suédois ont invité leurs voisins nordiques et baltes à intégrer une *task force* sur le renforcement de la coopération énergétique régionale. Les pays nordiques, dont le réseau électrique est interconnecté depuis les années 1960, pourraient ainsi engager une réflexion sur leur modèle et sur la baisse des prix. Un groupe de travail présentera ses recommandations avant le sommet des ministres nordiques de l'énergie prévu le 28 novembre. L'idée d'une déconnexion des prix de l'électricité de ceux du gaz est bien accueillie par la Norvège. « La stabilité et la sécurité en Europe reposent sur l'énergie. Poutine tente de nous diviser sur les questions énergétiques. Il n'y parviendra pas. », a déclaré le ministre norvégien du pétrole et de l'énergie Terje Aasland.

Danemark

Dans le sillage de la BCE, la Banque centrale danoise (*Danmarks Nationalbank*) relève ses taux d'intérêt. Le 8 septembre 2022, la Banque centrale a annoncé relever ses taux directeurs de 75 points de base, à compter du 9 septembre. En particulier, le taux d'intérêt sur les certificats de dépôt s'élève désormais à 0,65% (0,8% pour le taux de prêts avec collatéral). Menant une politique de change fixe à l'égard de l'euro, cette décision suit le resserrement de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), en réponse à la hausse persistante de l'inflation, et marque la fin de près d'une décennie de taux négatifs.

Le Danemark met fin aux taux d'intérêt négatifs. Les annonces de la BCE puis de la Banque centrale danoise (*Danmarks Nationalbank*) ont définitivement convaincu les dernières banques commerciales danoises, qui pratiquaient encore une politique de taux négatifs, à abolir cette pratique. Suivant par là son principal concurrent Nordea, Danske Bank a annoncé relever les taux sur les dépôts de ses clients particuliers et professionnels, respectivement de -0,2% à 0% et de -0,6% à 0%. Les taux d'intérêt proposés aux épargnants devraient également augmenter, de 0,4% à 0,8% selon le montant épargné. Avec ces dernières mesures qui entreront en vigueur à partir du 1er octobre prochain, la plus grande banque du pays met fin aux taux d'intérêt négatifs au Danemark, en vigueur depuis 8 ans.

Nouvelle proposition du Gouvernement pour soulager temporairement la facture énergétique des consommateurs danois. Face aux hausses records des prix de l'énergie, le Gouvernement a convoqué une conférence de presse le mercredi 14 septembre, afin de présenter de nouvelles mesures de soutien. Celles-ci consisteraient en un plafonnement des prix du gaz et de l'électricité et un gel temporaire d'une partie des factures énergétiques des ménages et des PME, lorsqu'elles dépasseraient une certaine limite. L'État se propose de garantir les sommes dues par les consommateurs auprès des compagnies énergétiques, qui disposeront, pour leur part, de liquidités sous forme de prêts à taux avantageux. Les consommateurs danois pourraient ainsi repousser, à court terme, le paiement d'une partie de leurs factures énergétiques, qui devraient ensuite être remboursées sous cinq ans. Les négociations sur ce nouveau paquet inflation ont débuté au Parlement le 15 septembre.

Bavarian Nordic s'apprête à vendre 170 000 doses de vaccins contre la variole du singe à l'Union européenne. Le 7 septembre 2022, le laboratoire danois Bavarian Nordic a conclu un contrat supplémentaire avec l'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA) sur la fourniture du vaccin Imvanex, contre la variole du singe. Imvanex étant l'unique vaccin approuvé pour lutter contre cette maladie, sa demande a considérablement augmenté à mesure de la propagation de l'épidémie. Cette nouvelle commande permet à l'Union européenne de doubler ses stocks de vaccins contre la variole du singe. De son côté, le groupe anticipe une forte croissance de son chiffre d'affaires en 2022, qui devrait avoisiner les 3 Mds DKK (380 M€), soit 100 M DKK (13,4 M€) de plus qu'en 2021.

Finlande

La Finlande met en place un fonds de crise de 10 milliards d'euros pour les entreprises énergétiques. Le Parlement finlandais a approuvé, cette semaine, la création d'une facilité de soutien de 10 Mds€ pour les entreprises du secteur de l'énergie confrontées à un manque de liquidités (pour les appels de marge sur les contrats passés demandés par la Chambre de compensation Nasdaq de la bourse de l'électricité Nordppol). Le fonds de 10 Mds€, qui prendra la forme de prêts et garanties, pourra être décaissé au cas par cas, uniquement pour les « sociétés dont la poursuite des opérations est vitale pour le fonctionnement de la société », a précisé la Première ministre Sanna Marin. De plus, ce type de prêt public serait utilisé en dernier ressort, lorsque toutes les autres options de soutien (agence de participations de l'Etat- déjà intervenue pour FORTUM- et fonds de soutien des municipalités notamment) auront été épuisées, et que le risque d'insolvabilité serait avéré.

La Finlande aurait réussi à diminuer de moitié sa consommation de gaz naturel depuis le début d'année 2022. Entre les mois de janvier et août 2022, la consommation de gaz naturel de la Finlande s'élèverait à 8,8 TWh, selon l'opérateur national Gasgrid, soit moins de la moitié de la consommation enregistrée sur la même période en 2021 (17,8 TWh). Pour information, la consommation annuelle de gaz de la Finlande, ces dernières années, était estimée à environ 25 TWh. En comparaison, selon l'Institut de recherche Bruegel, la consommation de gaz des autres pays de l'UE aurait diminué de 7% en moyenne sur les six premiers mois de 2022, et dans certains pays comme l'Italie, il n'y aurait eu aucune baisse de la consommation enregistrée sur cette période. La baisse substantielle de la consommation finlandaise serait liée au remplacement efficace du gaz en tant que combustible dans les centrales de cogénération d'électricité et de chauffage urbain (principalement par du charbon, de la biomasse et de la tourbe) ainsi que dans les processus industriels (par le propane dans la raffinerie Neste de Porvoo, par exemple).

Un projet de loi sur la sécurité des patients a été remis au Parlement, alors que des grèves menaceraient le fonctionnement de services de soins intensifs. Ce projet de loi, transmis par le gouvernement finlandais, prévoit la possibilité de restreindre les mouvements sociaux initiés par les syndicats du secteur de la santé, dans le cas où ces mouvements mettraient en danger la vie des patients dans certains services critiques. Le périmètre de la loi et l'étendue des services de soins concernés font l'objet de débats en Finlande, les syndicats ayant notamment manifesté leur opposition à un projet jugé trop large et limitant de manière excessive les possibilités de faire grève. Ce projet de loi, à durée déterminée (une fois en vigueur, la loi expirerait au 31 janvier 2023) répond à un contexte de grève dans le secteur de la santé, dont certaines d'entre elles à Hämeenlinna, Turku et Oulu menaceraient le fonctionnement de services de soins intensifs. Pour rappel, jusqu'à l'entrée en vigueur de la réforme SOTE en janvier 2023, portant la création de « régions de santé », ce sont les communes qui ont la compétence en matière de santé.

Nokia et Telia ont annoncé le lancement en Finlande du premier réseau commercial 5G autonome segmentable. L'opérateur téléphonique Telia a annoncé, la semaine dernière, qu'il procédait actuellement à l'introduction de la 5G autonome segmentable (*'network slicing'*) développée par Nokia, dans ses services haut débit à ses clients. Cette mise en opération repose sur le découpage du réseau 5G de Nokia pour les services d'accès fixe sans fil (FWA). Ce découpage permet à l'opérateur Telia de segmenter le réseau afin qu'il réponde à des usages différents en termes de qualité de service, tous les objets connectés n'ayant pas les mêmes besoins de latence et débit.

Islande

La croissance économique atteint 6,1 % au deuxième trimestre. Selon les données de Statistics Iceland, le PIB au deuxième trimestre de cette année est en hausse de 6,1 % en termes réels par rapport à la même période l'an dernier. La croissance économique a été principalement tirée par une consommation accrue et une augmentation significative du nombre de touristes étrangers visitant l'Islande. Le PIB est désormais supérieur de 0,5 % en termes réels à celui de la même période en 2019, avant la pandémie de Covid-19.

L'Islande enregistre un déficit courant de 274,4 M € au deuxième trimestre 2022(39 Mds ISK). Le déficit du commerce de marchandises s'est élevé à 40,2 Mds ISK (282,1 M€), tandis que l'excédent du commerce des services a totalisé 33,3 Mds ISK (233,7 M€).

Le projet de budget 2023 a été transmis à l'Alþingi. Le déficit pour l'année 2023 devrait atteindre les 89 Mds ISK (2,5% du PIB). Le projet de budget prévoit entre autres une augmentation de 7,7% des taxes sur l'alcool, le tabac, l'essence, le carbone, les véhicules et de la taxe kilométrique, ainsi que l'abandon de la gratuité des droits d'accises sur les véhicules électriques.

Le budget anticipe une nouvelle vente d'actions Íslandsbanki, en cours d'élaboration. Dans le projet de budget 2023, de nouvelles ventes de la part du trésor public dans Íslandsbanki sont attendues, alors que l'État détient actuellement une participation de 42,5 % dans la banque. La vente des actifs rapportera au trésor 75,8 Mds ISK (532 M€).

Les cas de blanchiments d'argent présumés sont en forte hausse. Les signalements de blanchiment d'argent ont fortement augmenté ces dernières années, selon les informations de la police. Plus de 2 000 notifications ont été reçues en 2020-2021, soit deux fois plus que dans les années 2017-2019. Elles concernent généralement le trafic de drogues.

Forte augmentation des immatriculations de sociétés. D'après les données de Statistics Iceland, 3 224 sociétés à responsabilité limitée ont été enregistrées en Islande l'an dernier, soit une augmentation de 30 % par rapport à l'année précédente. Les secteurs de la construction et du génie civil enregistrent les plus fortes augmentations.

Le nombre de personnes employées en juillet a augmenté de 4,8 % en glissement annuel. Selon Statistics Iceland, au total, environ 220 200 personnes étaient employées sur le marché du travail islandais en juillet 2022. Le nombre d'individus employés a augmenté d'un peu plus de 10 000 chaque année, ce qui correspond à une augmentation de 4,8 % sur une population totale de 376 000 personnes.

Record du nombre de nuitées dans les hôtels islandais au mois de juillet. Le nombre total de nuitées dans les hôtels islandais et autres hébergements pour touristes a atteint un niveau record en juillet (à 1 550 600). La plus grande augmentation du nombre de nuitées est observée dans la région de la capitale (89 %).

L'autorité islandaise de la concurrence examine la fusion des entreprises aquacoles norvégiennes. L'autorité islandaise de la concurrence (ICA) estime qu'il est nécessaire d'examiner davantage les effets de la fusion des entreprises aquacoles norvégiennes SalMar et NTS puisque les sociétés islandaises Arnarlax et Arctic Fish sont des filiales de ces sociétés norvégiennes. Une intervention de l'ICA, si elle devait se produire, pourrait affecter l'accord qui a conduit à la fusion en Norvège.

Norvège

Le Premier ministre Jonas Gahr Støre s'est entretenu le 7 et le 12 septembre avec la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, sur la crise de l'énergie en Europe. La Commission européenne a présenté le 7 septembre des propositions pour faire face à la situation. Mme von der Leyen a souligné que la Norvège était désormais le plus grand fournisseur de gaz de l'Europe. M. Støre a rappelé de son côté que ce sont les producteurs de gaz qui peuvent conclure des contrats avec leurs clients européens. « Nous voulons maintenant nous familiariser avec les propositions que l'UE est en train d'étudier et nous sommes disposés à discuter de différentes solutions. L'Europe est notre principal marché et notre allié le plus proche. De plus, les prix élevés du gaz en Europe, comme vous le savez, affectent également les prix de l'électricité ici chez nous en Norvège », a ajouté M. Støre. Le prix maximum du gaz n'était pas un thème des discussions. Le Premier ministre Jonas Gahr Støre a ajouté le 12 septembre : « Il est important d'avoir un dialogue étroit avec nos partenaires et alliés en Europe sur les diverses solutions à la situation qui a surgi à la suite de la guerre. Dès le début, la Norvège a fait ce qu'elle pouvait pour remédier à la situation en Europe, et les entreprises norvégiennes ont considérablement augmenté leur production de gaz. La Norvège livre désormais 8 % de gaz de plus à l'Europe que lorsque la guerre a éclaté ». Il a aussi souligné que la Norvège et l'UE avaient convenu d'avoir un dialogue encore plus étroit avec l'UE à l'avenir sur les différentes propositions sur la table : « nous abordons les discussions avec une attitude ouverte, mais nous sommes sceptiques quant à un plafonnement des prix du gaz ».

Projet d'accord entre la Norvège et l'UE sur l'industrie verte. La Norvège et l'UE s'apprêtent à signer un accord sur l'industrie verte lors de la COP27 à Charm el-Cheikh en novembre. Le texte porte sur la coopération en matière de batteries, de minéraux, d'hydrogène, de CCS et d'énergie éolienne, ainsi que sur la poursuite de l'exploitation des hydrocarbures norvégiens. « Le gouvernement travaille pour donner suite à la déclaration conjointe de la Norvège et de l'UE, faite par la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le Premier ministre Jonas Gahr Støre en février dernier », confirme le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Erling Rimestad.

Guerre en Ukraine. « Nous tenons les dirigeants russes pour responsables » de la guerre en Ukraine, a déclaré le 5 septembre le Premier ministre Jonas Gahr Støre, avant d'appeler ses concitoyens à faire preuve de bienveillance envers les ressortissants russes installés en Norvège. Par ailleurs, les autorités norvégiennes ont accordé pour la troisième fois une exemption permettant le transport de matériel civil russe vers la cité minière de Barentsburg au Svalbard. Sur le front ukrainien, des photos de soldats ukrainiens installant des armes norvégiennes anti-char M72 sur des drones ont été dévoilées pour la première fois sur les réseaux sociaux. Leur fabricant, Nammo, indique ne pas avoir formé l'armée ukrainienne à cette technique, mais précise qu'une démonstration avait été réalisée lors du salon Eurosatory de Paris en juin, en présence de représentants de l'armée ukrainienne.

Prolongement de deux ans de l'exploitation de la dernière mine de charbon de Norvège. Le dernier puits de charbon de Norvège, la mine n°7 de Longyearbyen au Svalbard, sera exploité jusqu'à l'été 2025 en raison de la crise énergétique en Europe, a fait savoir l'entreprise publique Store Norske. Le charbon sera exporté vers l'Allemagne. La fermeture du site était initialement prévue pour l'automne 2023 en raison de la fermeture programmée de la centrale à charbon de Longyearbyen. « La transition verte au Svalbard ne sera pas affectée », assure le ministre du Commerce et de l'Industrie Jan Christian Vestre. Selon l'Institut météorologique norvégien, le Svalbard n'avait jamais connu un été aussi chaud que cette année, avec une moyenne de 7,4°C à Longyearbyen.

Suède

Le bloc de droite remporte les élections générales en Suède. La coalition de droite (composée des Modérés, des Chrétiens-Démocrates, des Libéraux et du parti d'extrême droite, les Démocrates de Suède) remporte une victoire serrée avec 176 sièges, contre 173 pour le bloc de gauche (composé des Sociaux-Démocrates, des Verts, du parti du Centre et du parti de Gauche). La première ministre Magdalena Andersson a pris acte et a démissionné le 14 septembre. Les négociations au sein du bloc de droite pour la formation de la coalition gouvernementale s'annoncent néanmoins complexes. Dans ce contexte, il est difficile de se prononcer sur la direction que prendra la politique économique au cours de la prochaine législature. L'analyse des principales lignes de position des partis en matière économique permet de dégager certaines lignes de force. Ainsi, une légère inflexion de la politique budgétaire est à attendre, vers un assouplissement, qui prendrait essentiellement la forme d'une baisse de la fiscalité. Le financement de ces mesures de baisse passerait notamment par une réduction de l'Aide Publique au Développement, et éventuellement, le recours à des recettes de privatisation. En matière de politique énergétique, la coalition de droite s'accorde en faveur d'un recours accru au nucléaire.

L'inflation atteint 9% en août 2022 en glissement annuel. Cet indicateur est celui de l'indice des prix à la consommation à charges d'intérêt (pour le logement) fixes. Hors prix énergétiques, l'inflation a également progressé légèrement (de 6,6% en juillet à 6,8% en août). Ces chiffres, les plus élevés depuis 1991, devraient conduire la Banque de Suède à relever ses taux directeurs lors de la prochaine réunion du Comité de Politique Monétaire le 20 septembre prochain.

Le ministère des Finances propose de supprimer la réduction d'impôt sur l'énergie octroyée aux *data centers*. Les autorités estiment que « dans les circonstances actuelles » de hausse des prix de l'électricité, les *data centers* devraient être davantage incités à améliorer leur efficacité énergétique et ainsi être taxés « de la même manière » que tout autre service. Le gouvernement suggère que la suppression soit effective au 1er janvier 2023. Cette annonce du 6 septembre fait suite à la parution 5 jours plus tôt d'un rapport de la Cour des Comptes. L'institution avait souligné les « lacunes évidentes » du dispositif mis en place en 2017 dans le cadre d'une politique d'attractivité, notamment en matière de création d'emplois et de transition énergétique.

Lindab rachète le français SAS Liftasud. Lindab, spécialiste suédois des solutions de ventilation, annonce le rachat de Liftasud, distributeur français en CVC (Chauffage, Ventilation et Climatisation). Ce dernier possède aussi une forte expertise en matière d'insonorisation. Liftasud, avec un chiffre d'affaires de 250 MSEK (24,5 M€), est implanté en région parisienne et compte 6 agences en région employant 55 personnes. Cette acquisition permettra à Lindab de doubler son chiffre d'affaires sur le marché français de la ventilation qui est un des plus importants en Europe.

Nicomatic rachète son distributeur suédois Accurate. Nicomatic SA (Haute-Savoie), spécialiste des solutions d'interconnexion innovantes, annonce le rachat d'Accurate Nordic AB (30 employés), son partenaire distributeur suédois depuis 20 ans. Nicomatic emploie 500 salariés dans ses 14 filiales qui œuvrent pour ses connecteurs utilisés surtout dans l'industrie aéronautique, le spatial, la défense et le médical. Le prix d'achat n'a pas été dévoilé.

Le CEO de Spotify en visite à Bruxelles afin d'appuyer une plainte pour pratiques anticoncurrentielles contre Apple. Daniel Ek a notamment rencontré la Commissaire européenne à la Concurrence Margrethe Vestager le 7 septembre. Dans une interview accordée au *Financial Times*, le fondateur et CEO de Spotify a indiqué qu'il

espérait que sa démarche puisse accélérer la décision du régulateur européen concernant une plainte déposée par son entreprise en 2019. La plateforme de streaming musical suédoise y accuse Apple d'abus de position dominante. Elle affirme que la firme californienne prélèverait une part de 30% de ses frais d'abonnement pour présenter l'application Spotify dans son App Store, et l'empêcherait de mettre en place toute solution de contournement pour ses clients.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (*en moyenne annuelle*)	T1 2022	T2 2022
Suède	1,7	0,9	1,6	1,3	5,1	0,2	0,9
Danemark	0,3	2,4	1,3	2,5	4,9	-1,1	0,9
Finlande	-0,2	1,7	0,9	0,7	3,0	0,5	0,9
Norvège[1]	0,0	0,6	4,0	0,1	3,9	-0,9	0,7
dont PIB continental	*-0,6*	*0,7*	*2,9*	*1,5*	*4,1*	*-0,4*	*0,7*
Islande	-3,8	4,8	0,9	3,2	4,4	-0,9	3,9

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

[1] Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

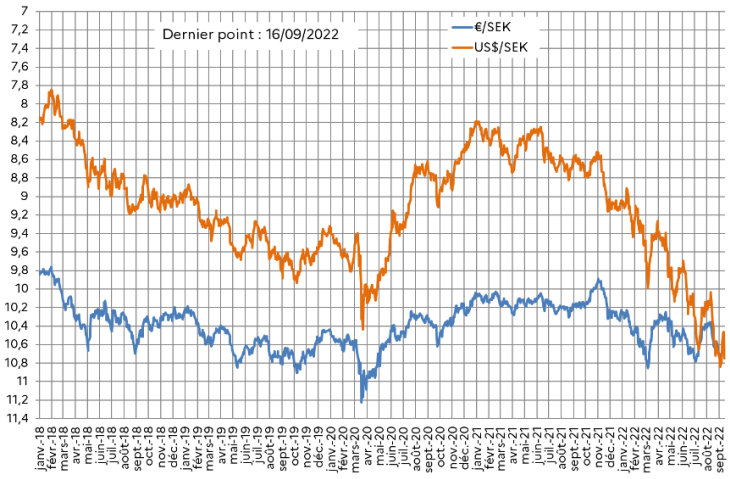
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (*en moyenne annuelle*)	T1 2022	T2 2022
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4
Danemark	0,7	1,7	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4
Finlande	1,1	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9

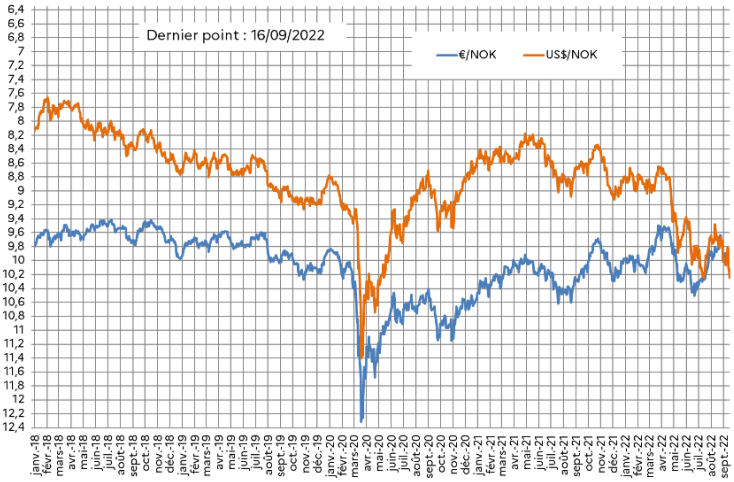
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, M. Marbot, T. d'Hardemare) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Pour s'abonner : thibault.dhardemare@dgtresor.gouv.fr